

20260721 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/72558/envisager-lavenir--en-espagne-deja-600-000-regularisations-exceptionnelles-en-cours>

Actualités



De nombreuses personnes sans papier travaillent dans les exploitations agricoles du sud de l'Espagne. Crédit : Picture alliance

"Envisager l'avenir" : en Espagne, déjà 600 000 régularisations exceptionnelles en cours

Par [Maïa Courtois](#)

La campagne de régularisations ouverte par le gouvernement espagnol mi-avril vient de se clôturer. Plus d'un million de dossiers ont été déposés, là où les autorités en attendaient moitié moins. Une grande partie des candidats à la régularisation sont des travailleuses et travailleurs sans papiers, déjà actifs dans l'économie, bien que non reconnus jusqu'ici. En attendant la délivrance de leurs titres de séjour d'un an, 600 000 personnes ont reçu des autorisations temporaires.

C'est un premier bilan de la [campagne de régularisations exceptionnelles](#) lancée par le gouvernement espagnol mi-avril. À la date du 2 juillet, 609 737 personnes ont reçu une autorisation de travail et un permis de séjour temporaires, en attendant la fin de l'examen de leur dossier.

Ces documents leur permettent de travailler en règle, durant ce délai d'attente. Une fois leur dossier traité, si celui-ci est bien jugé conforme aux critères - à savoir : prouver cinq mois de présence en Espagne ou une demande d'asile déposée avant janvier 2026 et avoir un casier judiciaire vierge -, ces personnes pourront bénéficier d'un titre de séjour d'un an, renouvelable.

A lire aussi

[Régularisation des sans-papiers en Espagne : ce qu'il faut savoir](#)

Les chiffres communiqués début juillet par les autorités espagnoles montrent que [la campagne de régularisation, qui a couru de mi-avril à fin juin](#), a dépassé les prévisions du gouvernement. Celui-ci tablait sur 500 000 dossiers à valider. Or, il en a reçu le double. En moins de deux mois, pas moins d'1,2 million de personnes ont déposé une demande de régularisation.

Aujourd'hui, sur le site du ministère des Migrations, une bannière rouge indique bel et bien que le dépôt est clos. Les autorités se laissent encore trois mois pour examiner les 600 000 autres demandes reçues, fournir également à ces personnes des autorisations temporaires, puis délivrer au fur et à mesure le titre de séjour d'un an aux dossiers définitivement validés.

11 000 personnes ont pour le moment obtenu le titre de séjour d'un an

Pour l'heure, 11 000 personnes ont déjà obtenu le précieux sésame, ce fameux titre de séjour d'un an. Ce petit chiffre montre l'ampleur du travail qu'il reste à l'administration espagnole pour traiter le million de demandes, et notamment délivrer les autorisations temporaires manquantes le temps de cet examen.



Des personnes font la queue pour recevoir des documents dans le cadre de leur régularisation à Hospitalet de Llobregat, près de Barcelone, en Espagne, le 20 avril 2026. Crédit : Reuters

Ceci étant, "les données dont nous disposons aujourd'hui témoignent de l'effort historique déployé par les institutions publiques et la société civile, qui ont œuvré pour que personne ne soit exclu de ce processus et pour parvenir à une société d'accueil efficace, avec des droits et des obligations pour tous", a commenté Pilar Cancela, secrétaire d'État chargée des Migrations.

Il s'agit d'"être en bonne santé, travailler, contribuer, payer nos impôts. Nous savons que nous aurons des droits, mais aussi des obligations", a salué Johana Moreno, une Vénézuélienne travaillant sans-papiers comme technicienne de surface en Espagne, auprès de l'agence de presse AP.

Des travailleurs sans-papiers désormais reconnus officiellement

Une grande partie du million de demandeurs était déjà présente sur le territoire, à travailler sans papiers dans l'économie informelle espagnole. La campagne de régularisation "permettra à des centaines de milliers de personnes qui résident déjà dans notre pays, mais qui vivent dans la peur et sans droits, d'envisager l'avenir avec enthousiasme et espoir", a salué la ministre de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations, Elma Saiz.

A lire aussi

[En Espagne, le vaste plan de régularisation des étrangers entraîne un flot de fausses informations](#)

Grâce aux autorisations temporaires qui officialisent leur présence sur le territoire, les 600 000 personnes dont le dossier est examiné peuvent accéder à un certain nombre de droits sociaux. Ainsi, près de 160 000 d'entre elles sont désormais affiliées à la Sécurité sociale. Ce

sont autant de personnes qui ont un emploi reconnu officiellement, d'où cette inscription en bonne et due forme comme cotisant à l'organisme social.

Sur les 160 000 travailleurs désormais officiellement inscrits à la Sécurité sociale, un quart (40 000) proviennent de l'hôtellerie-restauration, secteur largement en tête des demandes. Suivent le commerce, les activités administratives et la construction (de 18 000 à 20 000), indique le ministère. Leur régularisation permet de lutter contre le travail dissimulé, tout en augmentant le nombre de personnes cotisant au bénéfice de la société espagnole toute entière.

Deux demandeurs sur trois viennent d'Amérique centrale et du Sud

Six demandeurs sur dix dont la demande est en cours de traitement, bénéficiant actuellement du permis temporaire ont moins de 34 ans. Et 57% sont des hommes, 43% des femmes.

Il ne s'agit pas exclusivement de travailleurs : le programme du gouvernement espagnol introduit par exemple [une disposition permettant aux mineurs et aux adultes en situation de handicap et de dépendance d'obtenir un permis de séjour](#) en même temps que leurs parents ou tuteurs légaux.

En outre, près d'une personne sur cinq est par ailleurs enregistrée par l'administration comme demandeuse d'asile. Pour elles, l'obtention du titre de séjour d'un an entraînera l'abandon de leur demande de protection internationale.



Des personnes font la queue pour déposer leurs documents au bureau gouvernemental des migrations afin de régulariser leur statut migratoire, à Almería, dans le sud de l'Espagne, le 20 avril 2026. Crédit : Reuters

Les Colombiens représentent la première nationalité des demandeurs, avec près de 26%. Au total, deux demandeurs sur trois viennent d'Amérique centrale et du Sud, ajoute le ministère. On compte parmi les plus représentés de cette région du monde les Vénézuéliens (11,8%) et les Péruviens (8,8%).

La seconde nationalité la plus représentée est le Maroc (13,3%). Les ressortissants de pays africains représentent pas loin de 23% des demandeurs, en comprenant, aux côtés des Marocains, les Sénégalais (3%) ou encore les Algériens (3%).

A lire aussi

[Régularisations de migrants en Espagne : "Il y a un vrai besoin de main-d'œuvre reconnu par la Banque centrale"](#)

Enfin, les pays asiatiques sont moins représentés mais leurs ressortissants comptent tout de même pour 8,3% des demandes. En tête de file : les Pakistanais (2,5%).

Pour déposer leur dossier, la moitié des demandeurs ont fait appel à un avocat. Ils pouvaient le faire en ligne (comme l'ont fait la majorité), mais aussi en personne dans des bureaux de poste, de la Sécurité sociale ou de l'immigration. Même si la campagne d'inscription est aujourd'hui terminée, 383 bureaux restent ouverts, sans rendez-vous préalable, pour récupérer ou transmettre les documents demandés, indique le ministère dans son [bilan](#).

La Catalogne, première communauté de régularisation et d'insertion sociale

La Catalogne est la communauté autonome ayant reçu le plus de demandes durant cette campagne publique (257 602 dossiers). Avec 18% de personnes immigrées dans sa population, la Catalogne accueille un taux supérieur à la moyenne nationale. La majorité sont des jeunes de 20 à 49 ans, avec la communauté marocaine en première ligne. En février, [un rapport ministériel](#) révélait que ces personnes immigrées représentaient 22% de la population active.

Le rapport soulignait ainsi à quel point le marché du travail catalan dépend "largement de l'intégration des populations étrangères". En particulier dans les secteurs de l'aide à domicile, des soins aux personnes, de l'agriculture et de l'hôtellerie-restauration.

Ce rapport avait été commandité par le ministère en vue d'anticiper les effets du plan de régularisation pour adapter, en conséquence, les structures sociales. Les experts y recommandent de développer les projets communautaires animant la vie des quartiers. Mais aussi de lutter contre les discriminations au logement. Ou encore, de mieux intégrer l'histoire de l'immigration et ses apports culturels dans les programmes scolaires catalans, tout en multipliant les initiatives à destination des jeunes face aux discours haineux en ligne.

Une "étape clé pour sortir de l'invisibilité"

"Les personnes sans papiers n'ont pas la possibilité de vivre seules dans un logement, car il faut un numéro de document d'identité pour en trouver un", expliquait Sundanda, une musicienne bangladaise de 26 ans, [rencontrée par InfoMigrants à Barcelone](#).

Ce plan est "une étape clé pour sortir de l'invisibilité une réalité qui existe dans notre pays : celle de centaines de milliers de personnes qui vivent parmi nous", avait défendu, fin juin, face à la presse le Premier ministre Pedro Sanchez. En plus des régularisations, pour travailler sur l'insertion sociale, le chef du gouvernement avait alors annoncé un "plan d'intégration et de citoyenneté" doté de "500 millions d'euros la première année".

Pour rappel, il s'agit de la septième campagne de régularisation à grande échelle de l'Espagne depuis 1986. Ces campagnes, sous gouvernements socialistes comme conservateurs, ont toujours eu pour objectifs de faire face au besoin de main-d'œuvre et au constat qu'une large population contribue déjà, de manière souterraine, à l'économie du pays.